Jamin J.Y., Seiny Boukar L., Floret C. (éditeurs scientifiques), 2003. Savanes africaines: des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque, mai 2002, Garoua, Cameroun. Prasac, N'Djamena, Tchad - Cirad, Montpellier, France.

Rentabilité et dynamique du commerce de bovins sur pied en République centrafricaine

David KADEKOY-TIGAGUE

ICRA-PRASAC, BP 122 Bangui, République centrafricaine

Résumé — En République centrafricaine, le commerce de bovins est un secteur d'activité qui joue un rôle prépondérant dans l'économie nationale. En outre, cette activité revêt un caractère régional. La présente étude a pour objet d'analyser l'organisation de la commercialisation de bovins sur pied, sa rentabilité et sa dynamique. Cette étude s'appuie sur des enquêtes auprès des acteurs de la filière bovine. Des recherches d'archives et entretiens avec les personnes-ressources ont permis de compléter les données d'enquêtes. L'analyse des résultats montre que les acteurs impliqués dans le commerce de bovins sur pied réalisent des marges intéressantes. L'existence de circuits de commercialisation dynamiques a été également mise en évidence. Il serait donc intéressant que cette démarche soit utilisée pour analyser l'importance économique des autres secteurs d'élevage.

Abstract — Profitability and dynamics of living cattle trade in Central African Republic. In Central African Republic, the cattle trade has been an activity sector that plays a predominant role in the national economy. Besides this activity has a regional character. The present study aims at analysing the organisation of living cattle trade, its profitability and dynamics. The approach chosen for this study has been to conduct with surveys to the stakeholders of cattle sector. More so, looking for archives and interviewing resource persons have enable to complete the collection of survey data. Analysis has indicated that the stakeholders involved in the trade of alive cattle make interesting profit margins. There has also been noticed the existence of evident dynamic marketing channels. It would therefore be interesting to use this approach to analyse the economic importance of other breeding sectors.Introduction

Introduction

La République centrafricaine (RCA) est dotée d'un environnement favorable au développement de l'élevage des bovins. Les conditions climatiques, la faible densité de la population (5,30 hab./km²) et l'abondance des eaux de surface et du pâturage constituent d'énormes potentialités pour le développement de ce secteur. En outre, les mesures politiques en faveur de ce secteur ont favorisé son émergence.

En effet, la commercialisation de bovins sur pied joue un rôle important dans l'économie centrafricaine. Elle contribue pour environ 13 % au produit intérieur brut (PIB), soit 35 % du PIB agricole. Plus de 270 000 personnes tirent l'essentiel de leur revenu de cette activité.

Outre l'accroissement des effectifs du cheptel bovin centrafricain, on note des apports extérieurs en provenance du Tchad et du Soudan. Parallèlement, les flux de bovins centrafricains vers le Cameroun, le Congo et le Nigeria deviennent importants (Sarniguet et al., 1967; Coste et al., 1993).

Cependant, une partie importante de ces échanges échappe aux contrôles officiels. Il est donc difficile d'évaluer si les contraintes institutionnelles (coût élevé des taxes illicites, manque de réglementation, etc.) limiteraient l'augmentation de ces échanges. Par ailleurs, les pratiques commerciales des différents opérateurs impliqués dans cette filière ainsi que les mécanismes économiques qui régissent son fonctionnement restent encore mal connus. Cela en dépit de nombreuses tentatives d'amélioration de la connaissance des circuits de commercialisation de bovins sur pied et l'efficacité des échanges.

Dans la zone du Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale (Prasac), l'inadéquation entre les mesures politiques et réalités économiques freinent l'efficacité du commerce sur pied (Javier, 2000). Pour comprendre ce phénomène, une étude de la filière s'avère nécessaire. Elle doit permettre d'apprécier la dynamique de la commercialisation des bovins, d'analyser la rentabilité des opérateurs de la filière et conclure sur les perspectives de développement du commerce régional de bovins sur pied.

Matériels et méthodes

Les marchés à bétail des terroirs de références (Ngouyali, Gouzé, Ngoumbélé), de certains centres urbains (Bambari, Bossangoa, Sibut, Paoua) et de Bangui (PK 13 et PK 22) ont été choisis pour cette étude.

Elle se fonde sur l'analyse filière. Cette méthode permet d'analyser les échanges transfrontaliers des produits agricoles et manufacturés entre de nombreux pays (Balami et al., 1998). On peut définir la filière comme l'ensemble des agents économiques qui contribuent directement à la production, la transformation et à l'acheminement jusqu'au marché de réalisation d'un même produit (Duruflé et al., 1988). L'analyse filière tient compte à la fois des itinéraires techniques (fonctions de production, de transformation, de commercialisation et de consommation) et des pratiques et relations entre les acteurs de la filière (Duteurtre, 1998). Elle est appropriée pour analyser la diversité des systèmes d'échanges de type traditionnel, artisanal, ou moderne (Balami et al., 1997).

La présente étude a adopté cette démarche. Les méthodes de collecte des données reposent sur des enquêtes auprès des acteurs (éleveurs, commerçants de bœufs sur pied, bouchers). En outre, des entretiens avec des personnes ressources intéressées par la filière et des recherches d'archives ont permis de collecter les informations complémentaires. Le principal outil d'investigation utilisé est un guide d'entretien ouvert. La collecte des données a été réalisée pendant la campagne agricole 2000 - 2001.

Les données collectées ont concerné les relevés de nombre des bœufs vendus, le nombre de rotations effectuées par an, les relevés des prix, des charges et des marges. L'analyse de ces données a permis de déterminer la rentabilité de la commercialisation des bovins par acteur. En plus, la dynamique de la filière a été appréciée par l'analyse des informations complémentaires.

L'analyse univariée et l'analyse des comptes d'exploitation ont été utilisées pour analyser les données collectées.

Résultats

Principaux bassins de production

L'élevage de bovins est pratiqué sur la quasi-totalité du pays, avec une inégale répartition des effectifs entre les zones de production. Les préfectures de l'Ouham-Pendé, la Nana-Mambéré, l'Ombella-Mpoko, la Ouaka, l'Ouham et la Basse-Kotto constituent les grands bassins de production. On estime à 998 000 têtes de bœufs dans l'Ouham-Pendé, 579 000 bœufs dans la Nana-Mambéré, 491 000 bœufs dans l'Ombella-M'poko, 400 000 bœufs dans la Ouaka, 342 000 bovins dans l'Ouham et 335 000 bovins dans la Basse-Kotto.

Globalement, trois systèmes d'élevage assurent la production bovine en RCA (tableau 1). Le système d'élevage transhumant contribepour 93,60 % à cette production. Ce système caractérise le mode d'élevage pratiqué par les Peuls. En revanche, les systèmes d'agro-élevage (zébus et taurins) représentent le mode d'élevage des agriculteurs sédentaires. Ils contribent pour 3,70 % à la constitution du cheptel

national. Le système transhumant étranger s'observe en saison sèche lors du déplacement des bœufs tchadiens ou soudanais en RCA à la recherche du pâturage. Sa contribution au cheptel national est estimée à 2,70 %.

Tableau I. Estimation du cheptel bovin centrafricain.

Système d'élevage	Nombre d'éleveurs	Nombre de bovins (x 1 000)	Pourcentage (%)
Bovins transhumants	20 000	3 784	93,60
Agro-élevage de zébus	3 000	120	3,00
Agro-élevage de taurins	730	12	0,30
Système lié à la traction animale	5 600	18	0,40
Transhumants saisonniers étrangers	-	110	2,70
Total	-	4 044	100

Les différents marchés à bétail

La caractéristique principale des marchés à bétail est la commercialisation des bovins et petits ruminants (ovins et caprins). Sur les 120 marchés à bétail opérationnels, quatre principaux types ont été différenciés.

- Les marchés de collecte sont localisés dans les zones de production ou à proximité de ces zones (Malhoum, Koundé, Ouham-Bac, Yiem-Yellowa, etc.). Ils assurent le ravitaillement des marchés terminaux. Ces marchés permettent aux éleveurs d'écouler leur bétail et aux commerçants de s'approvisionner.
- Les marchés terminaux ou de consommation sont localisés dans les grands centres urbains (Bangui, Bouar, Berberati, Bambari, Bossangoa, etc.). Les bêtes destinées aux abattoirs proviennent de ces marchés. Les bouchers et autres transformateurs de viandes se ravitaillent sur ces lieux. Les transactions sur ces marchés ont lieu entre commerçants à bétail et utilisateurs finaux (bouchers, transformateurs, consommateurs).
- Les marchés frontaliers d'importation traitent uniquement les troupeaux en provenance du Tchad et du Soudan (Moyenne-Sido, Am-Dafok, Boromata, Birao, Ndélé, etc.). Les commerçants à bétail centrafricains s'approvisionnent auprès des éleveurs ou commerçants tchadiens ou soudanais venus sur ces marchés.
- Les marchés d'exportation, situés à Bangui (marchés de PK 13 et PK 22) et certaines localités frontalières avec le Cameroun (Ngaouï, Mbaïboum, Banga-Boumbé, etc.), permettent aux commerçants (centrafricains ou étrangers) de s'approvisionner en bétail destiné à l'exportation. Les transactions sur ces marchés concernent aussi bien le bétail centrafricain qu'étranger.

Certains marchés jouent le rôle de marché terminal et de consommation grâce leurs abattoirs. D'autres fonctionnent comme un marché d'exportation et d'importation, soit pour les commerçants exportateurs de bétail qui viennent pour y constituer leur convoi ou pour tous les animaux présentés directement par les éleveurs transhumants et les commerçants étrangers.

Dans les marchés de collecte, le volume annuel de transactions commerciales est faible (moins de 5 000 bœufs vendus). En revanche, les marchés terminaux, d'importations et d'exportations se distinguent par le volume annuel important de transactions en fonction des saisons. Il existe ainsi donc des marchés saisonniers (saison de pluies ou saison sèche) et des marchés permanents.

Organisation du commerce de bovin sur pied

La commercialisation des bovins sur pied en RCA était libre. Son organisation se basait sur les circuits intérieurs, d'exportations et d'importations. L'importance de ces circuits variait au cours de l'année. La commercialisation des bœufs sur pied était contrôlée directement par des commerçants spécialisés et bouchers.

Au niveau national, ces acteurs s'étaient regroupés dans des organisations bien structurées. La Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC), constituée de 228 groupements d'intérêts pastoraux (GIP), regroupe tous les éleveurs de bétail. L'Association des commerçants centrafricains de bétail (ACCB) regroupe, quant à elle, 4 750 membres, tandis que l'Association nationale des bouchers centrafricains (ANBC) est constituée de 114 membres.

Les principales contraintes à la commercialisation du bétail centrafricain sont liées aux problèmes de sécurité (coupeurs de route, troubles sociaux), d'organisation des marchés (tracasseries administratives, interruption saisonnière du convoyage des bœufs, manque de système d'information, etc.), de moyens adéquats de transport (convoyage à pieds, navigabilité saisonnière du fleuve Oubangui) et économiques (manque de crédits, faible pouvoir d'achat des consommateurs).

Provenance des bovins sur les marchés intérieurs

Les marchés à bétail centrafricains s'approvisionnent par deux circuits: le circuit intérieur et le circuit extérieur. Le circuit national concerne uniquement le cheptel national. Il draine les bovins issus des différentes zones d'élevage vers les centres de consommation (Bangui, Bossangoa, Bouar, etc.). L'approvisionnement de ce circuit se réalise à partir des principaux marchés de collecte (Bokolobo, Malhoum, Koundé, etc.) localisés dans les zones de production.

Les bovins tchadiens et soudanais approvisionnent le circuit extérieur. Au début des années 90, on a noté une réduction (86 %) du flux des bovins en provenance du Tchad (figure 1). Les facteurs qui ont été à l'origine de cette réduction sont le problème d'insécurité et la découverte d'autres marchés plus sécurisants et rémunérateurs (Cameroun, Nigeria, etc.).

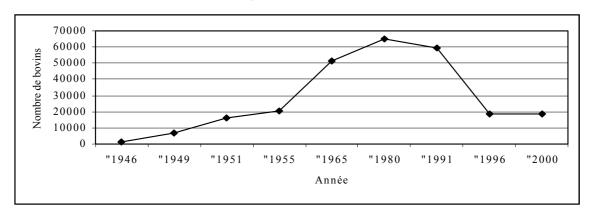


Figure 1. Evolution de l'offre de bovins tchadiens sur les marchés de la RCA.

Par ailleurs, on observe un afflux de bœufs soudanais sur les marchés à bétail centrafricains (figure 2). L'offre de bovins soudanais, sur le marché à bétail de PK 13 de Bangui, est en nette progression (34 %).

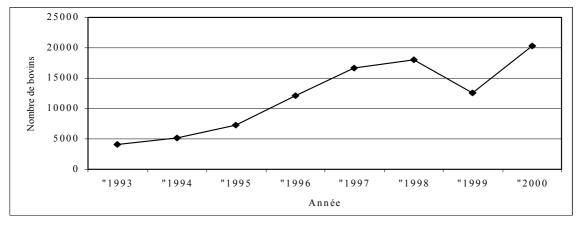
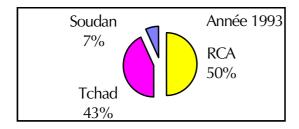


Figure 2. Evolution de l'offre de bovins soudanais sur le marché à bétail du PK 13 de Bangui.

Entre 1993 et l'année 2000, l'offre bovine tchadienne est passée de 43 % des offres totales à 14 % (figure 3). La part du Soudan passait de 7 % à 34 %, alors que celle de la RCA passait de 50 % à 52 %.



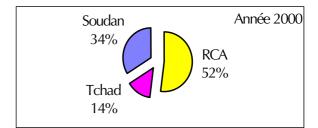


Figure 3. Répartition des offres bovines, en fonction des provenances, sur le marché à bétail de PK 13 de Bangui.

Rentabilité des acteurs de la filière

La marge bénéficiaire varie par type d'opérateurs (tableau II). La moyenne, par bœuf vendu, est de 74 850 F CFA pour les éleveurs, 42 850 F CFA pour les commerçants locaux, 107 900 F CFA pour les bouchers et 155 950 F CFA pour le commerçant exportateur.

Tableau II. Répartition de la valeur ajoutée par opérateur (F CFA/bête).

Opérateurs	Prix pratiqué	Différentiel de prix	Taxes	Autres charges	Bénéfices
Eleveurs	80 000	0	3 150	2 000	74 850
Commerçants locaux	130 000	50 000	5 150	2 000	42 850
Bouchers	250 000	120 000	7 100	5 000	107 900
Commerçants exportateurs	350 000	220 000 (270 000)	2 050	62 000	155 950 (205 950)

NB: les valeurs entre parenthèses correspondaient au cas où les exportateurs s'approvisionneraient directement chez les éleveurs.

Les taxes sanitaires, de marché, communale et d'exportation, représentent les taxes officielles payées par les opérateurs. Les autres charges correspondent aux frais de soin, d'alimentation, de convoyage et de gardiennage des bœufs.

Discussion et conclusion

L'analyse du compte d'exploitation des différents opérateurs impliqués dans la commercialisation des bovins sur pied montre que cette activité est rentable pour l'ensemble de ces opérateurs. La marge bénéficiaire dégagée par le boucher est la plus intéressante (107 900 F CFA/bœuf). Les bénéfices obtenus par les éleveurs (74 850 F CFA/bœuf) et les commerçants locaux (42 850 F CFA) restent aussi importants. La marge bénéficiaire réalisée par les commerçants exportateurs est la plus élevée (155 950 F CFA/bœuf). Mais, rapportée au nombre des membres du groupe (4 à 5 personnes), celle-ci est relativement basse par rapport aux bénéfices des autres opérateurs. La non-maîtrise des taxes illicites, versées aux agents du service d'élevage ou de la douane, par certains acteurs ne permet pas de déterminer les charges globales de ces derniers.

Toutefois, les marges bénéficiaires de ces opérateurs estimées à partir des données disponibles restent intéressantes. Elles mettent en évidence l'importance économique de la commercialisation de bovins sur pied en RCA.

En effet, la contribution de cette filière à l'économie nationale et la sécurité alimentaire est importante. Avec un disponible exploitable d'environ 320 000 têtes de bœufs, la commercialisation de bovins rapporte plus de 48 milliards de francs CFA par an à l'économie nationale. Ces revenus, qui bénéficient souvent directement aux petits éleveurs en situation économique précaire, jouent un rôle important dans la lutte contre la pauvreté rurale (Temple, 2001). En outre, la contribution de cette filière à l'amélioration de la sécurité

alimentaire s'apprécie par l'apport en protéines animales essentielles assurant une amélioration équilibrée et la diversification des activités et de revenus des producteurs. Elle permet à ces derniers de réaliser de nouveaux investissements, d'acquérir des produits alimentaires de base et d'améliorer leur niveau de vie.

Pour ce fait, les opérateurs de cette filière ont développé des circuits de commercialisation leur permettant de mieux contrôler le marché (Javier, 2000). Ces circuits connaissent l'intervention des flux de bovins et des acteurs d'origine diverse (centrafricaine, tchadienne, camerounaise, nigériane, etc.), démontrant ainsi de la dynamique régionale de la filière. Afin de mieux contrôler les marchés sur lesquels ils interviennent, ces acteurs développent des stratégies anti-risques (diversification des activités, limitation des charges, choix de produits par rapport aux besoins des consommateurs, participation à des organisations, etc.). Les résultats confirment les travaux de Chaléard (1996), Ménard (1990), Lambert *et al.* (1994) et Balami (1999) sur les stratégies des acteurs de la commercialisation des produits agricoles.

En effet, ces acteurs sont attentifs à la hausse des prix, aux offres et demandes de bétail sur les marchés et aux diverses pratiques législatives. Ils adaptent donc leurs stratégies en fonction des différents changements. L'intérêt de ces opérateurs pour la filière commerciale de bovins est tel qu'il a révélé l'existence d'importants flux transfrontaliers entre la RCA et certains pays de la sous-région. Ces flux de commercialisation, sensibles aux changements socio-économiques qui pourraient intervenir dans ces pays, concrétisent les complémentarités économiques qui existent entre la RCA et ses voisins. Cela marque un pas important dans le processus d'intégration des marchés des pays de la sous-région et de la sécurisation alimentaire des populations.

En définitive, cette étude permet de monter l'importance économique et la dynamique de la commercialisation des bovins sur pied, à travers l'analyse de la comptabilité et de l'organisation des acteurs de la filière. Il semble donc important de poursuivre et d'approfondir les travaux de recherche sur l'analyse des contraintes relatives aux différents circuits de commercialisation pouvant aboutir à des propositions d'actions de renforcement de l'environnement socio-économique dans lequel évolue la filière bovine dans la sous-région d'Afrique centrale. La méthode utilisée pour la réalisation de cette étude mérite d'être appliquée aux autres filières d'élevage afin d'apprécier leur importance économique, tant au niveau national que régional.

Bibliographie

ARIZA-NINO E., J. HERMAN L., MAKINEN M., STEEDMAN C., 1981. La commercialisation du bétail et de la viande en Afrique de l'ouest. Tome 1. Synthèse, Haute-Volta. Université de Michigan, USA, p. 1-46.

BALAMI D. H., MUKTAR Y., SAÏDU M., 1998. Livestock trade flows in the northeast border region between Nigeria/Tchad and Nigeria/northern Cameroun. University of Maïdiguri, Department of Economics, Nigeria, 14 p.

BALAMI D. H., UMAR G., 1997. Toward a regional trading observatory of some selected manufactured goods in the north east border region of Nigeria: a preliminary analysis. Paper presented at the Network on cross-border trade between Nigeria and its neighbours. University of Maïdiguri, Department of Economics. Nigeria, 25 p.

BALAMI D.H., 1999. Government policies and behaviour of actors in the informal trans-frontier trade between Nigeria and her neighbours: a case study of the Borno frontier. University of Maïdiguri, Department of Economics. Nigeria, 25 p.

BOUTRAIS J., BOPDA A., Herrera J., 1995. Bétail, naïra et franc CFA: Un flux transfrontalier entre Nigeria et nord-ouest Cameroun. Rapport final de l'observatoire OCISCA, Cameroun, p. 52-62.

CHALEARD J.L., 1996. Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire. Paris, Karthala, p. 25-40.

COSTE J., ANCEY V., EGG J., SARNIGUET J., 1993. Etude : « politique de commerce extérieur des produits d'origine animale en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Rapport de synthèse, SOLAGRAL/IRAM, France, 110 p.

DIVISION DES STATISTIQUES ET DES ETUDES ECONOMIQUES, 1997. Prix à la consommation des ménages et prix de gros. Bilan annuel 1997. Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale, Bangui 17 p.

DURUFFLE G., FABRE P., YUNG J.M., 1988. Les effets sociaux et économiques des projets de développement rural. La Documentation française, série Méthodologie, Ministère de la Coopération, Paris, France, 95 p.

DUTEURTRE G., 1998. Compétitivité prix et hors prix sur le marché des produits laitiers d'Addis Abeba: la production fermière face aux nouveaux concurrents. Thèse de Doctorat en Agro-économie, ENSAM, Montpellier, France, 354 p.

HAESSLER Ch., 2000. Filière bétail viande en Afrique Centrale : le cas du Tchad, pays exportateur net. Communication au séminaire sur la politique agricole et négociations internationales. Saint Louis, Sénégal, 6 p.

JAVIER TRUEBA INFESTA, 2000. Un cas d'intégration des marchés : la filière d'exportation bovine du Tchad vers le Cameroun et le Nigeria. Mémoire de DAA, ENSA de Rennes, France, 90p. + annexes.

KADEKOY-TIGAGUE D., 2000. Diagnostic de la filière bovine sur pied en République Centrafricaine. Document de travail. ICRA/PRASAC. 50 p.

LAMBERT A., EGG J., 1994. Commerce, réseaux, marchés: l'approvisionnement en riz dans les pays de l'espace séné-gambien. Cahier des sciences humaines de l'ORSTOM, p. 36-45.

LARRAT R., THEVENOT R., 1955. Le problème de la viande en Afrique Equatoriale Française. Bulletin technique d'information de l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux, n° 3, p. 13-34.

MARCHES BETAIL – VIANDE, N° 7, Janvier – Mars 2000. Bulletin trimestriel, de la Conférence des Ministres de l'Agriculture d'Afrique de l'Ouest et du Centre, Yaouandé, Cameroun, 28 p.

MENARD C., 1990. L'économie des organisations. Paris, La Découverte, Repères, p. 60-75.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE, 1998. Plan Directeur Agricole : Bilan diagnostic et stratégies de développement agricole 1999 – 2000. Bangui, RCA, 130 p.

MOUSTIER P., LEPLAIDEUR A., 1999. Cadre d'analyse des acteurs du commerce vivrier africain. Montpellier, France, CIRAD, série Urbanisation, alimentation et filières vivrières, n° 4, 44 p.

SARNIGUET J., MARTY J.P., ARNAUD R., 1967. Exploitation du cheptel bovin au Tchad. Tome 1 : production, consommation, exportation. 176 p.

TEMPLE L., 2001. Quantification des productions et des échanges de fruits et légumes au Cameroun. In Cahiers Agriculture, n° 10, p. 87-94.

TYC, SARNIGUET, 1991. Livre blanc de l'élevage centrafricain : Présentation et environnement du secteur. MDR, Bangui, RCA. 128 p.